DÉBATS

Gagnants et perdants du réchauffement

CHRONIQUE

Emmanuelle Auriol, Ecole d'économie de Toulouse

Publié le 22 février 2010 à 17h27, modifié le 22 février 2010 à 17h27 | Lecture 2 min.

Tandis que l'Europe connaît un hiver rigoureux et que les épisodes neigeux se multiplient, la polémique autour des chiffres soi-disant trafiqués du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) tombe mal. Les Français commencent à se demander si, une fois de plus, ils n'ont pas été victimes de désinformation. Dans ce contexte, une étude commanditée par la Banque mondiale pour son Rapport sur le développement dans le monde 2010 risque de jeter de l'huile sur le feu.

D'après cette étude, les pays d'Europe centrale et du Nord, mais aussi le Canada et la Russie, peuvent se réjouir. Leur productivité agricole devrait s'accroître fortement, parfois de plus du double, à l'horizon 2050. A l'origine de cette nouvelle "révolution verte", il y a... le réchauffement climatique ! Le rapport est formel : dans ces zones aujourd'hui froides, la productivité agricole augmentera significativement avec la température.

Le rapport souligne qu'il est beaucoup plus difficile de prévoir l'impact du réchauffement climatique sur la productivité agricole des zones du Sud. Les prévisions par régions varient considérablement selon les scénarios et les modèles retenus. Ce qui est certain, c'est qu'elles verront en moyenne leur productivité décroître, parfois fortement. En d'autres termes, bien que la majorité des émissions provienne des pays du Nord, ce seront les agricultures des pays du Sud qui souffriront le plus du réchauffement. C'est un drame, car bon nombre d'entre eux ne survivent que grâce à l'agriculture.

De là à conclure cyniquement que nous aurions tort de nous alarmer du réchauffement climatique, puisqu'a priori nous ne serions pas les plus exposés, il n'y a qu'un pas. Si le réchauffement ne conduit pas à l'apocalypse, les pays riches, largement tertiarisés, seront en mesure de payer les coûts nécessaires pour s'y adapter. De fait, avec des températures de - 26° C à Montréal l'hiver et de + 40° C à Madrid l'été, Canadiens et Espagnols arrivent à vivre et à travailler. Face aux efforts considérables qu'ils doivent déployer pour limiter leurs émissions de gaz à effet de serre, les contribuables et les électeurs des pays riches pourraient commencer à s'interroger sur l'opportunité de se lancer dans de telles dépenses. N'assiste-t-on d'ailleurs pas, dans le discours politique, à un subtil glissement des mesures de lutte contre le réchauffement climatique vers des mesures d'adaptation aux effets du pic pétrolier qui, lui, préoccupe vraiment les consommateurs occidentaux ?

Le problème est que, même en envisageant un scénario optimiste, dans lequel le réchauffement climatique serait suffisamment limité pour être accommodé, grâce à des mesures d'adaptation, les habitants des pays pauvres, eux, ne pourront jamais financer ces mesures. Ils utiliseront alors le seul moyen à leur disposition pour survivre : la migration. Le rapport de l'économiste britannique Nicholas Stern estime ainsi que le nombre de réfugiés climatiques devrait se situer entre 150 millions et 200 millions. Un rapport de l'organisation non gouvernementale (ONG) britannique Christian Aid prévoit, de son côté, jusqu'à 1 milliard de déplacés.

On ne pourra pas entourer l'Europe et les Etats-Unis de murailles, ni mettre des soldats à toutes les frontières pour empêcher l'arrivée des sans-terre fuyant des zones devenues inhabitables. Et lorsque

l'on voit les problèmes politiques posés en Europe, et en France, par l'immigration, même si celle-ci est encore modérée, on peut se demander ce qui se passera si des millions de réfugiés climatiques cherchent à nous rejoindre coûte que coûte.

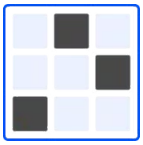
Emmanuelle Auriol, Ecole d'économie de Toulouse

Jeux

Découvrir

Mots croisés mini

Profitez de grilles 5x5 inédites et ludiques, niveau débutant



Mots croisés

Chaque jour une nou
grille de Philippe Du